

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le prix de la « crédibilité »

- 60 ans, pas un an de plus, pas un euro de moins ! -

Date de mise en ligne : samedi 13 novembre 2010

Description :

Pour ceux des dirigeants du PS qui défendent la nécessité d'allonger la durée de cotisation jusqu'à 41,5 annuités et même au-delà si l'espérance de vie continue à augmenter, il ne serait pas possible d'agir autrement sans mettre en jeu « crédibilité » du Parti Socialiste.

Démocratie & Socialisme

Pour ceux des dirigeants du PS qui défendent la nécessité d'allonger la durée de cotisation jusqu'à 41,5 annuités et même au-delà si l'espérance de vie continue à augmenter, il ne serait pas possible d'agir autrement sans mettre en jeu « crédibilité » du Parti Socialiste.

Toute la question est bien là, en effet, concentrée dans le sens à donner à ce mot de « crédibilité ». S'agit-il de s'adapter à la pensée unique que Sarkozy, la droite et les principaux médias essaient de faire entrer dans la tête des gens ? S'agit-il, au contraire, de prendre en considération une réalité incontournable ? S'agit-il, en fin de compte, de ne pas vouloir remettre en cause les intérêts des détenteurs de capitaux ce qui est bien la seule et unique façon de rester « crédible » à leurs yeux ?

Tenir compte d'une réalité incontournable ou s'adapter à la pensée unique ?

La pensée unique affirme que le doublement du nombre de retraités en 40 ans ne laisse qu'une solution pour sauver nos retraites : allonger la durée de cotisation. Cette pensée unique, matraquée par le gouvernement et les principaux médias n'a pourtant qu'un lointain rapport avec la réalité. Le problème des retraites ne peut, comme le fait Sarkozy, se réduire à l'horizon de la démographie : « le nombre de retraités augmentera, il faut donc allonger la durée de cotisation ».

Pourquoi accepter les chiffres du COR sur l'allongement de l'espérance de vie ou les besoins de financement de nos retraites dans 40 ans et refuser de prendre en compte les chiffres de ce même organisme lorsqu'il estime qu'avec une croissance moyenne de 1,75 % par an, la richesse de notre pays, son PIB, aura doublé, en euros constants, hors inflation, en 2050 ? Pourtant, avec 2 000 milliards d'euros supplémentaires en 2050 ans qui peut croire qu'il ne serait pas possible de résoudre, sans trop de difficultés, la question du financement de nos retraites ? A une condition, toutefois, c'est de ne pas laisser faire le patronat, qui a bien l'intention avec la complicité de Sarkozy et de la droite, de mettre la main sur la part de l'augmentation des richesses qui devrait revenir au financement des retraites. Pourquoi tant des dirigeants de notre parti passent-ils sous silence une donnée aussi déterminante ?

Pourquoi accepter pour argent comptant l'argument du gouvernement affirmant que, selon le COR, il y a aujourd'hui 1,8 cotisant pour un retraité mais qu'en 2050, il n'y aura plus que 1,2 cotisant pour un retraité ? Ce même COR précise pourtant, qu'en 40 ans la productivité du travail doublera. Cela signifie que 1,2 actif en 2050 produira autant que 2,4 actifs aujourd'hui. Le rapport sera donc bien meilleur que celui de 2010 : 2,4 au lieu de 1,8 ! Est-ce si difficile à défendre face à la droite ?

L'humoriste Frank Lepage a utilisé une image convaincante pour illustrer l'ineptie du raisonnement de la droite. Il y avait en 1945, rappelait-il, 15 millions de paysans pour nourrir 40 millions de personnes. Il n'y en a plus qu'un million et demi en 2010 pour nourrir 66 millions de personnes. Toute personne raisonnant, en 1945, comme le fait, aujourd'hui, le gouvernement Sarkozy, à propos des retraites n'aurait pu conclure qu'à une effroyable famine en 2010. Ce n'est pourtant pas le cas. Au contraire, la France exporte une bonne partie de sa production agro-alimentaire. Pourquoi ? Tout simplement parce que la productivité du travail en agriculture a considérablement augmentée. Cette image indique clairement qu'il n'est donc pas possible de passer sous silence un facteur aussi déterminant que celui de l'augmentation de la productivité du travail lorsque l'on veut vraiment réfléchir sérieusement à l'avenir de nos retraites dans 40 ans. Pourquoi ne pas utiliser ce type d'arguments face à la droite ?

Les dirigeants de notre parti n'auraient aucun mal à défendre ce point de vue et à obliger ainsi Sarkozy et le Medef à mener le débat dont ils ne veulent surtout pas : le débat sur le partage des richesses. Pourquoi tant des dirigeants de

notre parti renoncent-ils à mener ce débat ? La réponse est sans doute à rechercher dans la « crédibilité » qu'ils souhaitent obtenir ou préserver auprès des détenteurs de capitaux.

Être ou ne pas être « crédible » auprès des détenteurs de capitaux ?

Être « crédible » aux yeux des détenteurs de capitaux relève, en effet, d'une question existentielle pour certains dirigeants de notre parti. Cette recherche de « crédibilité » implique pourtant de ne pas remettre sérieusement en cause les intérêts des actionnaires et revient donc à renoncer à toute réforme juste de notre système de retraites.

Financer nos retraites en remplaçant la « modération salariale » par la « modération financière » serait, pourtant, tout à fait réaliste puisqu'elle ne mettrait pas en question la compétitivité des entreprises. Les actionnaires, le patronat ont toujours le mot « compétitivité » à la bouche mais, en fait, cette « compétitivité » n'a d'intérêt pour eux que si elle leur permet d'augmenter leurs profits et leurs dividendes.

Le montant des dividendes versés aux actionnaires a augmenté de 5,3 points de PIB (passant de 3,3 points à 8,6) entre 1982 et 2007, au détriment des salaires. Cette augmentation représente quand même quelques 100 milliards d'euros par an.

Une baisse des dividendes versés aux actionnaires n'affecterait pas l'investissement productif puisque cet investissement est comptabilisé avant que les dividendes soient versés. Le prix des produits ou des services facturés par l'entreprise n'augmenterait pas, malgré l'augmentation du taux des cotisations retraite, puisque cette augmentation serait compensée par la baisse des dividendes versés aux actionnaires. La compétitivité des entreprises ne seraient pas affectée et les retraites seraient financées. Qui d'autres que les actionnaires une telle solution peut-elle gêner ?

Cette solution permettrait non seulement de financer nos retraites tout en préservant la compétitivité des entreprises mais elle permettrait, aussi, de réparer une injustice de taille. Les salariés travaillaient, en effet, 72 heures par an pour les actionnaires en 1980 et 189 heures en 2008 !

Tirer toutes les conséquences de cette recherche de « crédibilité »

Il faudrait, par ailleurs, tirer toutes les conséquences de ce qu'implique cette recherche de « crédibilité » au regard des actionnaires et du refus qui en découle de faire baisser le montant des dividendes qu'ils perçoivent. Car ces conséquences vont bien au-delà de nos retraites et concerne l'ensemble de l'économie et de la société. La masse de dividendes aujourd'hui accumulée de façon improductive représente, en effet, un danger de taille aussi bien pour l'économie que pour la société. Réduire le montant de ces dividendes est donc une question de légitime défense.

La principale conséquence d'une politique qui laisserait intacte la masse des dividendes ou (pire) leur permettrait de continuer à croître serait de laisser grossir une masse de capitaux non investis dans la production. Ces capitaux participeraient allègrement aux gonflements des prochaines bulles spéculatives, qu'elles soient immobilières, boursières ou énergétique. Exactement comme ils l'ont fait avec les précédentes. Ils participeraient également (comme ils le font massivement aujourd'hui) aux attaques contre les dettes publiques (grecque, espagnole, portugaise, française...)

Faut-il vraiment continuer à laisser les dividendes alimenter ces bulles spéculatives et les attaques contre les dettes publiques ? Faut-il continuer à susciter, du même coup, les plans d'austérité imposés aux salariés pour réparer les dégâts causés par les actionnaires et leur excès de dividendes ? Faut-il, comme le font les dirigeants socialistes en Grèce, en Espagne ou au Portugal, assumer jusqu'au bout cette recherche de « crédibilité » aux yeux des actionnaires aux dépens de l'emploi, des salaires, des retraites, de l'assurance maladie ?

Peut-être serait-il temps de comprendre que le logiciel néolibéral qui pilote notre économie nous mène tout droit à la catastrophe. Peut-être serait-il temps de ne plus se limiter à quelques modifications de ce logiciel mais à changer de logiciel ? Un logiciel qui partirait des besoins sociaux et non des besoins des actionnaires.

La question des retraites est un test grandeur nature de cette volonté de changer ou non le logiciel néolibéral. Accepter l'allongement légal de la durée de cotisation pour ne pas heurter les intérêts des actionnaires ne serait pas un signe positif de cette volonté de changement. Elle serait, au contraire, un signal négatif envoyés aux millions de salariés qui se sont mobilisés et se mobilisent pour défendre, dans leur très grande majorité, « la retraite à 60 ans, à taux plein ! »

Jean-Jacques Chavigné